

18 octobre 1985 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, notamment sur la politique étrangère de la France en Amérique centrale et la dette extérieure du Brésil, Recife, vendredi 18 octobre 1985.

Bonjour mesdames et messieurs,

- Comme vous le constatez, nous arriverons au terme de ce voyage au Brésil que nous quitterons ce soir pour la Colombie. La plupart d'entre vous ont suivi ce voyage, je n'ai donc pas à le commenter, je l'ai fait en diverses circonstances, je suis donc à votre disposition pour répondre à vos questions.

- QUESTION.- Le journal du Brésil, du 16 octobre, a rapporté quelques paroles du ministre brésilien des relations extérieures, M. Setubal, où il est dit que vos propos sur la négociation de la dette étaient superficiels et qu'il y avait un fossé entre le discours du gouvernement français et son attitude. Il parlait encore une fois du problème de la dette extérieure brésilienne. Je voudrais, si possible connaître vos réactions.

- LE PRESIDENT.- Chacun son opinion.\

QUESTION.- (La Voix du Brésil).- Monsieur le Président, je souhaiterais savoir quelles sont les réactions de la France face aux mesures prises récemment par le Nicaragua ?

- LE PRESIDENT.- Cela se passe exactement comme prévu. Dès le point de départ, je me souviens d'avoir contesté la politique américaine en Amérique centrale, en estimant que l'Occident ne remplissait pas sa mission. Mais j'ai répété cela si souvent devant les journalistes français ! Ils me pardonneront de le répéter à nouveau : nos pays d'Occident, de l'Europe, et les Etats-Unis d'Amérique connaissent bien leur histoire. En Europe nous avons vécu ces évolutions tout le long du XIXème siècle : une double démarche pour une libération économique et politique. A ce moment-là, qui combattait ce mouvement d'opinion, sinon le système de l'époque incarné par Metternich d'abord, par quelques autres ensuite ?

- Au point de départ, je pense que le rôle de l'Occident était de contribuer à la libération de ces peuples, aussi bien à l'égard des oligarchies financières, économiques qui les dominaient, que des dictatures sanglantes dont ils souffraient. A compter du moment où ce même Occident oublie sa propre histoire, sa propre philosophie et contribue à l'étouffement de ce mouvement naturel des peuples, ils vont chercher secours ailleurs ou bien ils se réfugient dans leur propre désespoir. Un extrême en appelle un autre. On transporte peu à peu le conflit Est-Ouest là où il n'a rien à faire. A compter du moment où seuls les extrêmes prennent la parole, du côté du Nicaragua aussi, l'on arrive à des tensions qui auraient dû être évitées et qui de toutes façons sont objectivement condamnables. Cela se passe comme prévu : tout le monde finit par avoir tort, un certain nombre de pays occidentaux pour avoir participé à une tentative d'étouffement d'un mouvement naturel, et d'autre part, les dirigeants du Nicaragua pour se laisser entraîner. C'est un processus historique bien connu. Voilà ce que je pense de cette affaire et en continuant d'espérer malgré tout - parce qu'enfin "il ne faut jamais jeter le manche après la cognée" - que la raison finira par l'emporter, ne serait-ce que par une juste appréciation du rapport des forces. La France contribuera autant qu'elle le pourra à l'apaisement avec d'une part une meilleure compréhension des aspirations légitimes des peuples d'Amérique centrale et d'autre part, le refus de contribuer

en quoi que ce soit à tout système qui opprimerait les libertés.

- QUESTION - (André Pautard - l'Express).- Etes-vous toujours d'accord aujourd'hui comme vous l'étiez la semaine dernière lorsque vous déclariez à la TV colombienne que "à votre sens l'Occident devait être solidaire de ces révolutions" aujourd'hui après la suppression des libertés individuelles au Nicaragua ?

- LE PRESIDENT.- M. Pautard, je croyais vraiment avoir été clair à l'instant. Il est vrai que votre question était écrite avant ! La solidarité profonde de l'Occident c'est d'abord de comprendre les besoins des peuples d'Amérique latine. Ensuite, dès lors que telle n'a pas été la ligne de conduite d'un certain nombre de pays apparaît un enchaînement visible et condamnable.\

QUESTION (TV GLOBO).- Ces dernières semaines vous avez eu des entretiens avec deux personnalités qui représentent des pays qui constituent un certain danger pour le monde, Mikhail Gorbatchev en ce qui concerne la sécurité, et le Brésil en ce qui concerne la dette. Après ces deux rencontres, êtes-vous plus optimiste ?

- LE PRESIDENT.- Optimiste, pessimiste, ce n'est pas comme cela qu'on règle les choses. C'est vrai que les propositions de M. Gorbatchev sont des propositions de désarmement. En ce sens, c'est une bonne chose. D'ailleurs cela a été méconnu par le partenaire américain. Mais la clause, peut-être résolutoire, c'est que les Américains renoncent à poursuivre leur plan autour de l'espace, alors la clause pourrait annuler la proposition. Ce sera la négociation de Genève qui le dira. Malgré tout je préfère qu'on fasse ce type de proposition que le contraire. La conférence de Genève n'est pas terminée avant d'avoir commencé, en raison-même de ces prises de positions. Le dialogue est ouvert. Ce ne sera pas commode, bien entendu. Mais enfin, personne ne s'attendait à ce que ce fût commode.\

`Réponse sur la dette extérieure du Brésil`

- Pour ce qui touche au Brésil, le problème de l'endettement nous était quand même très connu - nous, c'est-à-dire les journalistes et les responsables politiques. Je ne l'ai pas découvert en venant ici. D'autant moins que la France est un des créanciers et même un créancier pour 10 % de la dette extérieure du Brésil. C'est un problème que nous sommes appelés à traiter à tout moment. Ce qui me rendrait optimiste, c'est plutôt ce mot qui prévaut dans mon esprit : "l'énorme effort du Brésil est un effort tout à fait remarquable dans la production de produits exportables". Cela suppose beaucoup de sacrifices. Je comprends que le Brésil se pose la question de savoir jusqu'où il peut aller dans ce sens. Si l'on voulait résumer dans une formule ce que je pense de ce problème, je dirai "oui à l'assainissement, non au désespoir". Il faut trouver la juste mesure.\

QUESTION - (Régis Faucon - TF1).- Monsieur le Président, je souhaiterais vous poser une question n'ayant aucun rapport avec le voyage que vous accomplissez actuellement. Il s'agit d'une autre région du monde, concrètement l'Afrique du Sud. Une exécution est intervenue ce matin, celle du militant noir Moloïse, je souhaiterais avoir votre réaction ?

- LE PRESIDENT.- Notre ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, est intervenu pour tenter de sauver ce condamné en marquant que l'exécution ne pourrait qu'aggraver l'état déjà fort difficile de nos relations avec l'Afrique du Sud. Je pense que pour le chef de l'Etat d'un pays qui a chez lui aboli la peine de mort, cette exécution est un grand dommage pour la civilisation.\

QUESTION.- Monsieur le Président de la République, est-ce que la France pourrait s'allier au tiers monde dans sa lutte pour une renégociation de la dette dans le -cadre du Club de Paris, où se situe la position de la France ?

- LE PRESIDENT.- J'ai déjà eu l'occasion d'en parler à diverses reprises hier devant les industriels de l'Etat de St-Paul et précédemment dans une autre rencontre avec la presse. Evidemment j'ai tendance à me répéter : la France fait partie des créanciers. Elle ne peut pas avoir une position identique à celle des débiteurs. Si la France fait partie des créanciers, c'est parce qu'elle a contribué au développement. Cet argent était fait pour servir à quelque chose mais on ne peut pas effacer une créance simplement parce que c'est gênant. D'ailleurs je remarque que le Président brésilien et son gouvernement ont abordé ce problème avec lucidité et courage. Ils ont fait valoir l'immense difficulté qui était la leur à demander à leur peuple de faire

un effort de production si cela devait le conduire à la misère. Mais en même temps ils ont estimé que la signature du Brésil devait être respectée. De quelle façon ? C'est là que les experts sont en train d'en débattre : de quelle façon, quelle forme de réaménagement, quelle forme de rééchelonnement ? La France ne peut pas être mécaniquement avec le Brésil qui est débiteur. Mais en tant que créancier, elle peut être politiquement plus ouverte que d'autres pour faire admettre un projet de réaménagement supportable pour le Brésil. C'est en tout cas la position qui est la nôtre.\

QUESTION.- Monsieur le Président de la République, après quatre jours de visite au Brésil, quelle impression avez-vous de ce pays, et quelle image emportez-vous, avec vous, de la nouvelle République implantée le 15 mars de cette année ?

- LE PRESIDENT.- Ce sont des images très diverses, mais je crois que ce sont des images complémentaires. Brasilia, Rio, St-Jean-du-Roi, St-Paul, maintenant Récife, cela représente des visions vraiment différentes du Brésil : la capitale, en même temps la réussite architecturale, le plan d'urbanisme qui peut servir d'exemple pour ce qui est réussi ou pour ce qui l'est moins. Mais au total c'est tout de même une très grande chose.

- A Rio, j'ai vu cette beauté de la nature et de très grandes réussites pour tout ce qui peut rendre agréable la vie des hommes. A côté de cela des centaines de milliers de gens qui ont encore besoin de connaître l'apport du progrès sur le plan de leur maison, de leur travail, de leur salaire. C'est un contraste très instructif.

- St-Paul, c'est la puissance, dont je disais hier soir en m'adressant au Gouverneur de l'Etat, qu'elle pouvait donner l'impression, au départ, d'une sorte de marché, alors que c'est en réalité une sorte de surpuissance, de vitalité qui n'est pas contrainte, qui se développe à sa guise. Cela aussi est un exemple très frappant.

- St-Jean-du-Roi, c'est la province, ville historique, riche de culture, de forme, d'esthétique, dans laquelle on sent la permanence du Brésil.

- Tout ceci me donne la vue d'un tableau dont les couleurs par définition seraient différentes, mais dont l'agencement compose ce que l'on appelle un pays. Un pays qui a une vraie culture, la forme particulière d'une civilisation commune aux pays latins, avec les cultures anciennes de pays et d'hommes venus d'ailleurs.

- C'est un pays dont la puissance potentielle me paraît considérable. Déjà réelle sur bien des plans. Et si l'on projette sur le siècle prochain, alors c'est un pays dont on ne peut pas mesurer aujourd'hui la puissance future. Je crois que c'est déjà le 8ème ou le 9ème pays industriel du monde, il ne faut pas le négliger. Bien entendu, chaque fois que j'en parle, je me dis : "mais le Brésil échappe actuellement à toute définition". On ne peut pas le ranger parmi les pays dits "tiers monde", bien qu'il s'en rapproche. Peut-on le placer parmi les pays industrialisés avancés ? Par certains aspects oui, à l'évidence même parmi les plus avancés, mais en même temps l'état général de son économie ne permet pas de le ranger parmi ceux-là. Donc c'est un pays dont les contrastes se réduisent à quelques synthèses, - à mon avis tout à fait remarquables - qui devraient permettre à ce peuple de connaître un très grand développement. C'est pour cela que j'ai dit à mes amis brésiliens : "vous n'avez pas à vous installer psychologiquement dans l'état d'esprit de débiteurs du monde, vous traverserez cette mauvaise passe, vous avez déjà commencé à repartir du bon pied, alors continuez".\

QUESTION (Max Coiffait - ACP).- Monsieur le Président, est-il exact, comme l'annonce la presse brésilienne, que vous ayez dit au patronat brésilien hier que le Brésil pourra payer une partie de ce qu'il doit à la France en produits d'exportations ou bien encore négocier un financement de 15 ans ?

- LE PRESIDENT.- On pourra se reporter à mes déclarations, elles ont été enregistrées. D'autre part, je ne veux pas entrer dans le domaine de la discussion qui a déjà eu lieu et qui continuera. Les propositions des experts doivent être entièrement élaborées avant qu'intervienne un jugement politique final.\

QUESTION - (Dominique Pennequin - RTL).- Je voudrais vous demander ce que vous pensez de l'évolution de la situation au Proche-Orient, et notamment les deux conséquences du détournement de l'Achille Lauro, c'est-à-dire l'affaiblissement politique de l'O.I.P. et de Yasser

devolement de l'Académie Laurio, c'est-à-dire l'arrondissement politique de l'OLP et de Yasser Arafat et la démission du leader socialiste Bettino Craxi ?

- LE PRESIDENT.- J'ai fait comme vous, j'ai lu les dépêches. Bien entendu, il ne fallait pas commencer par agir de façon terroriste pour placer les passagers de ce bateau dans une situation intolérable. Le terrorisme doit toujours être puni. Quant aux autres aspects, c'est-à-dire aux responsabilités des uns et des autres, je ne suis pas en mesure de vous le dire. Qui est complice ? Quand M. Arafat dit que l'OLP n'approuve pas, mais condamne le terrorisme et qu'il offre ses bons offices pour tenter de régler une affaire délicate, a priori je n'ai pas de raisons de douter de cet engagement public, de la part d'un homme public. A ce moment-là se greffe le problème d'Aboul Abbas. Je n'ai pas de document, je ne peux rien affirmer, je ne peux que dire qu'évidemment pour l'Egypte et l'Italie la situation est tout à fait délicate diplomatiquement et politiquement. Chacun en a tiré les conséquences à sa manière, - mais enfin, vous savez que l'Italie n'est pas à bout de ressources pour retrouver son équilibre gouvernemental.\

QUESTION.- Excellence, d'accord avec vos informations, croyez-vous possible une adaptation au Brésil d'un régime socialiste classique comme le veulent les quatre partis politiques de la gauche brésilienne ?

- LE PRESIDENT.- Je ne me suis pas du tout occupé de la politique intérieure du Brésil. Chacun connaît mes propres préférences pour mon pays. Ces préférences peuvent avoir une signification qui dépasse les limites de mon pays, mais c'est aux autres d'en tirer les conséquences. Je suis l'hôte du Brésil, je respecte ses institutions et je n'ai pas à intervenir dans ce choix, surtout en période électorale.\

QUESTION - (TV Tropicale).- Monsieur le Président, de quelle façon le projet France-Brazil dont on a parlé au cours de votre voyage contribuera-t-il à ce que l'on ne pense plus que le Brésil est un pays sans identité culturelle ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas dit cela. Je pense que le Brésil a une identité culturelle. Le projet France-Brazil me paraît une très bonne idée. Il sera mis en place à partir de la fin de cette année 1985. C'est une façon pratique et symbolique de mobiliser les énergies, de rassembler toute une série de capacités créatrices. Je crois que c'est un très bon projet, nourri d'une grande quantité d'initiatives autour de quelques thèmes.

- Il devrait y avoir de la vie, du mouvement dans les relations entre le Brésil et la France. Relations qui seront entretenues par les ministres concernés, particulièrement par le ministre de la culture. Nous avons obtenu des résultats intéressants dans la meilleure compréhension de nos peuples entre la France et l'Inde, au travers d'une initiative de ce type. J'espère que les réalisations seront à la hauteur de l'espoir.\

QUESTION.- Monsieur le Président de la République, est-ce que vous confirmez l'intention du gouvernement français de décorer l'ex-gouverneur Michaël Arrias, et pour quelles raisons, si c'est le cas, n'a-t-il pas été décoré au cours de votre visite ?

- LE PRESIDENT.- Michaël Arrias, tel que je le connais de loin, est certainement un homme qui mérite d'être distingué. Pourquoi n'a-t-il pas été décoré au cours du voyage ? Jusqu'ici je n'ai pas eu l'occasion de le rencontrer. Est-ce que j'ai remis des décorations au cours de ce voyage ? Non. Donc je n'ai pas fait d'exception. On ne me l'a pas demandé. Je ne pense pas qu'il faille prêter une signification politique particulière au fait que je n'ai pas remis moi-même une décoration à Michaël Arrias, qui est une personnalité importante, respectée et connue en France et ailleurs, même à Recife.\

QUESTION - (François Camet - Libération).- Monsieur le Président, au cours de votre visite avez-vous reçu des indications tendant à prouver que le Brésil s'engage effectivement dans un effort d'assainissement rassurant pour ses créanciers, fussent-ils bien disposés ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que oui. Je n'ai pas lieu d'en douter. Le Brésil ne pense pas échapper à sa dette. Il estime qu'il ne peut pas la payer selon les normes habituelles et visiblement il entend négocier d'autres délais et d'autres termes. De cette volonté je ne doute pas. Quant à l'application à la date voulue et dans les termes voulus des contrats la question ne se poserait pas et on n'en parlerait pas tant si le Brésil considérait que c'était possible. C'est pour cela que j'ai dit tout à l'heure : "oui à l'assainissement et non au désespoir".\

QUESTION - (Charles Vanhecke - Le Monde).- Il y a 4 ans, la France et le Mexique qui signaient une déclaration conjointe sur le Salvador, reconnaissant, je traduis : "les chefs de la guérilla comme interlocuteurs valables", quelle appréciation portez-vous sur la situation de ce pays, étant donné les réactions pas toujours favorables qu'il a déclenchées dans les pays de la région, et les changements qui sont intervenus dans le pays avec l'installation d'un gouvernement démocrate chrétien qui s'est montré toujours très hostile à une négociation dans les termes que la France et le Mexique envisageaient il y a quatre ans ?

- LE PRESIDENT.- A mon avis, sur le fond, rien n'a changé par rapport à cette déclaration donc j'en maintiens les termes. Que quelques pays n'aient pas très bien reçu cette déclaration à l'époque en trouvant que la France se mêlait de ce qui ne la regardait pas, c'est une réaction diplomatique que je comprends, mais qui est sans grande conséquence. Je vous signale - et je l'ai déjà dit - que plusieurs de ces pays, depuis lors, ont remercié la France d'approuver leur comportement. Je pense aux pays du Contadora et puis à ceux qui viennent autour de Lima d'adopter une attitude comparable, se déclarant très heureux que la France soutienne ces efforts. Donc, ce qui était vrai en 1980 reste vrai en 1985. J'ai même cité le cas d'un pays, d'un gouvernement, mais je ne dirai pas lequel, qui, après avoir protesté contre l'intervention de la France, m'a envoyé un télégramme de félicitations. Il y a peut-être eu des pressions extérieures qui les ont amenés à cette protestation, mais je ne veux pas savoir lesquelles.

- Je maintiens tout à fait les termes de ma déclaration. Je connais maintenant l'actuel Président du Salvador qui était déjà à l'époque à la tête du pouvoir, il m'a expliqué lui-même ses dispositions. Il semble aussi qu'il connaisse l'échec lui-même, qu'il médite beaucoup sur l'unité à recréer dans son pays. Donc, on ne peut pas dire que les dispositions de M. Duarte soient aujourd'hui les mêmes que celles de 1981. Il y a je pense une certaine sagesse, une certaine compréhension des besoins populaires qui apparaît plus clairement aujourd'hui qu'hier.

- Je continue de penser qu'il n'y a pas de réponse aux problèmes posés dans ces pays en dehors de la démocratie fondée elle-même sur l'indépendance nationale, politique et économique. Tant que ces deux conditions ne seront pas réalisées il n'y aura pas de paix en Amérique centrale.\

QUESTION - (Bernard Valette - France-Inter).- Monsieur le Président, à plusieurs reprises au cours de ce voyage, vous avez voulu brosser un tableau de la situation économique et sociale française, vous avez particulièrement insisté sur les prix, vous avez aussi parlé du chômage et justement à ce propos, nous avons appris hier qu'en France, le mois dernier, le nombre des chômeurs avait baissé d'environ 45000. Alors je voudrais savoir si vous trouvez cet infléchissement significatif et si vous pensez que c'est sur ces chiffres du chômage couplés avec ceux des prix, que le résultat de l'échéance électorale de l'année dernière peut être infléchi.

- LE PRESIDENT.- Vous me mettez dans l'embarras parce que j'évite en général d'émettre des jugements sur la politique intérieure française lorsque je me trouve à l'étranger. Vous êtes un des mes interlocuteurs habituels et je suis ravi de vous retrouver là, mais je suis embarrassé, je ne voudrais pas manquer à la ligne d'action que je me suis fixée. Pour que nous trouvions tous les deux un compromis, je dirai que quand j'apprends que le chômage baisse en France, rien ne peut m'être plus agréable parce que le chômage est la maladie la plus profonde de notre société en Europe occidentale, et que c'est là que se trouve le véritable malheur des hommes et des femmes de chez nous. C'est déjà une bonne chose que cela aille dans ce sens, surtout si l'on compare avec l'état des pays voisins, mais ce n'est pas encore assez pour que je puisse en tirer des conclusions. Donc c'est une question de travail, d'obstination mais je ne dirai rien d'autre à ce sujet M. Valette, aujourd'hui du moins. J'en parlerai avec plaisir dans quelques jours en France.\

QUESTION.- Que peut faire le gouvernement français pour aider à combattre la sécheresse dans le Nordeste ?

- LE PRESIDENT.- Le gouvernement français fait beaucoup pour traiter le problème de la sécheresse dans les pays d'Afrique, non seulement pour lutter contre la famine, mais pour tenter d'aménager sur place des formes d'agriculture et des équipements, notamment par l'irrigation, par la connaissance et l'emploi des semences, par l'apprentissage des cultures adaptées aux

pays. La France fait beaucoup là-bas.

- Pour le Nordeste le problème est différent, il s'agit là d'un Brésil qui connaît lui-même ses moyens : les experts, les savants. Mais enfin, nous avons des projets communs. Prenez le cas des forêts, nous sommes dans une région, pas loin d'ici, où commence le problème de la forêt brésilienne. La France est à l'origine d'un projet qui devrait trouver un début de réalisation en 1986 sous la forme d'une conférence internationale, sous le titre que vous connaissez "Forêts solidaires". Il y a une déforestation extrêmement inquiétante à la fois quantitative et qualitative. Qualitative : on est allé chercher les bois estimés les plus utiles ou les plus précieux, on les a abattus sans s'occuper du reste, ou bien on a procédé à des abattages systématiques qui exposent gravement la région aux progrès de la sécheresse. Dans les pays qui ne sont pas strictement forestiers il y a un problème d'irrigation, il y aura en 1986 une conférence. La France est à l'origine de cette affaire dans laquelle sera posé, internationalement par des chefs d'Etat et de gouvernement, le problème de la forêt, appliqué particulièrement à l'Amazonie - sur tout le bassin de l'Amazone et de ses affluents - qui, comme vous le savez, est un territoire immense. Vous êtes vous-mêmes Portugais, vous devez le savoir.

- La France qui possède une expérience assez exceptionnelle peut contribuer - il y a déjà naturellement des conversations à ce sujet, même certains contrats - aux travaux d'irrigation qui permettront de lutter contre la sécheresse du Nordeste brésilien. J'ai encouragé beaucoup de ces conversations et je pense que c'est un des domaines dans lequel la France devrait faire l'apport de sa technologie. Elle a commencé, elle va continuer, elle est tout à fait décidée à le faire sur une grande échelle.\

QUESTION (André Pautard - l'Express).- Vous avez dit, dans votre intervention auprès de la TV Colombienne, la semaine dernière, que tout ce qui avait été fait en France, personne ne pouvait y revenir. La question que je veux vous poser dépasse un peu cela, je voudrais savoir si le socialisme est une chose irréversible ?

- LE PRESIDENT.- Si vous estimez qu'on a installé le socialisme en France, vous me flattez. Ce qui a été fait n'est pas le socialisme, c'est un début de socialisme. Donc si le début même était réversible alors on aurait travaillé pour pas grand chose. Mais enfin, ce début représente tout de même la somme de réformes la plus importante qu'on ait connue dans un laps de temps aussi bref dans l'histoire de la République. Nous en sommes fiers. Je pense effectivement que le jour où se produira l'alternance - elle se produira fatalement un jour - on ne pourra pas revenir sur l'essentiel de ce qui a été accompli depuis 1981. Si vous voulez, on pourrait procéder - mais cela ennuerait peut-être nos amis Brésiliens - réforme par réforme, mais constatez que c'est entré dans les moeurs, c'est entré dans les structures. Je n'ai pas dit : "le socialisme est irréversible". Je dirai donc : "ce que des socialistes ont heureusement fait en France, durera".\